Inrap⁺

**PROGRAMME ANNUEL
DE PREVENTION
DES RISQUES PROFESSIONNELS
2015**

Sommaire :

1. LES ORIENTATIONS DU PROGRAMME ANNUEL DE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS 2015.	3
2. LA PREVENTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX ET DES VIOLENCES SEXUELLES	3
3. LA PREVENTION DES INAPTITUDES PROFESSIONNELLES	5
4. L'EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS ET LEUR TRACABILITE	7
5. LES ACTIONS DE PREVENTION DES RISQUES LIES AU TRAVAIL SUR SITE POLLUE	8
6. LA PREVENTION DU RISQUE ROUTIER	8
7. LA PREVENTION DES ADDICTIONS	9
8. FONCTIONNEMENT DES CHSCT	9
9. LES ACTIONS DE FORMATION RELEVANT DU DOMAINE SANTE SECURITE.	9

Annexes :

- Programme national de prévention des risques professionnels 2015 du ministère de la culture et de la communication
- Note relative au programme nationale de prévention des risques professionnels 2015 du ministère de la culture et de la communication
- Orientations stratégiques (années universitaires 2014-2015) de l'enseignement supérieur et de la recherche

1. LES ORIENTATIONS DU PROGRAMME ANNUEL DE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS 2015.

Le programme annuel de prévention des risques professionnels de l'Inrap 2015 comprend à la fois la poursuite des principaux volets d'actions d'amélioration en matière de santé et sécurité au travail de l'établissement engagés en 2014, mais aussi les résultats de l'évaluation de la maîtrise des risques professionnels consignés dans le document unique d'évaluation des risques professionnels (duerp).

Ce programme vise également à décliner les orientations des deux ministères de tutelle de l'institut, le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Cf. documents joints en annexe)

Ainsi, le programme annuel de prévention des risques professionnels 2015 de l'institut (PP-2015) est défini suivant les priorités suivantes :

- L'accompagnement et la prévention des risques psychosociaux
- La prévention des risques liés à l'activité physique
- L'évaluation et la traçabilité des risques professionnels
- L'amélioration de la prise en compte des problématiques du travail en site pollué
- La prévention du risque routier
- La prise en compte des addictions
- La facilitation du fonctionnement des CHSCT

2. LA PREVENTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX ET DES VIOLENCES SEXUELLES

Un protocole d'accord cadre relatif à la prévention des risques psychosociaux (RPS) dans la fonction publique a été signé le 22 octobre 2013 par la ministre de la réforme de l'état, de la décentralisation et de la fonction publique avec les représentants des organisations syndicales et des employeurs publics.

Ce protocole vise à intégrer durablement la prise en compte des RPS au même titre que les autres risques professionnels dans les politiques de prévention des établissements publics.

Cet accord prévoit la mise en place d'un plan national d'action de prévention des RPS dans la fonction publique qui se traduira par l'élaboration par chaque employeur public d'un plan d'évaluation et de prévention des RPS. Dans ce cadre, l'Inrap s'engage à déployer cet accord

Les plans d'actions devront s'appuyer sur une première phase de diagnostic réalisée dès 2014 et intégrée dans le document unique d'évaluation des risques professionnels.

La phase de mise en œuvre de ces plans devra intervenir au plus tard en 2015. Ces deux phases devront être réalisées sur la base d'une démarche participative impliquant l'ensemble des agents et le CHSCT

Un premier bilan de la mise en œuvre du plan national sera présenté devant la formation spécialisée d'une commission de suivi des signataires de l'accord.

Le ministère de la culture et de la communication a élaboré une procédure d'alerte des comportements suicidaires présentée fin novembre 2014. Cette procédure, applicable à l'ensemble des services et établissements, précise les actions à mener en fonction du type d'alerte.

L'établissement a déjà mis en place un certain nombre de dispositifs permettant de décliner les dispositions de cet accord (formation RPS pour l'encadrement, les membres de CHSCT, diagnostics RPS). Il convient désormais de poursuivre et de renforcer ces actions.

2.1 L'accompagnement

Sous l'autorité du Directeur des Ressources Humaines, un référent en prévention des risques psychosociaux a rejoint l'établissement en octobre 2014. Il a pour missions principales de participer à la définition de la politique de prévention des risques psychosociaux – notamment en pilotant le diagnostic RPS national de l'établissement, de développer et coordonner les actions collectives de prévention y afférant ou bien découlant de cette politique et de participer au traitement des signalements.

Les signalements de souffrance au travail feront l'objet d'une synthèse présentée régulièrement dans le cadre de l'observatoire RPS et du CHSCT Central. Un extrait spécifique par interrégion sera diffusé aux instances spéciales.

Action	Pilote(s)	Participants	Délai
Déploiement d'un diagnostic national	DRH Réfèrent RPS ISP	Observatoire RPS CHSCT C CHSCT S DIR	Fin 2015
Elaboration d'un plan de prévention des RPS	DRH Réfèrent RPS ISP	Observatoire RPS CHSCT C CHSCT S DIR	Fin 2015
Amélioration du traitement et du suivi des situations individuelles signalées	DRH Réfèrent RPS ISP		2015
Communication et application de la procédure suicide du MCC	DRH Réfèrent RPS		Fin premier semestre 2015

2.2 Observatoire RPS

Un observatoire RPS a été mis en place en avril 2013 au sein de l'institut. Peu réuni depuis, il a été relancé depuis janvier 2015. Cet observatoire a pour vocation :

- de décliner et suivre le déploiement du protocole d'accord relatif à la prévention des risques psychosociaux dans la fonction publique,
- de définir, suivre et interpréter les indicateurs,
- de suivre les diagnostics locaux et éventuellement les consolider,
- d'aider à la définition d'une méthodologie nationale,
- de proposer des actions de communication et d'information,
- d'aider à la définition du plan de prévention des risques psychosociaux, intégré au programme annuel de prévention et au plan d'action du DUERP,
- de suivre la mise en œuvre de la procédure de signalement,
- d'établir le bilan annuel des signalements en vue de proposer des mesures d'amélioration de la prise en charge de ces situations et/ou de compléter le plan d'actions.

Ce groupe de travail se poursuivra en 2015 et sera piloté par le référent en prévention des RPS.

La fréquence de ces réunions a fait l'objet d'un échange avec les organisations syndicales et sera calqué sur la périodicité de réunion des CHSCT (3 par an minimum). En 2015 et probablement en 2016 des séances supplémentaires seront nécessaires.

2.3 La formation

La formation en matière de RPS dispensée depuis 2012 était essentiellement dédiée aux directeurs inter régionaux aux AST, aux CSP et aux membres des CHSCT. Depuis 2014, elle est étendue à l'encadrement de proximité (RO, chefs des services ...), aux assistants de prévention et à tout agent non encore formé.

Dans le cadre du renouvellement du marché formation qui s'effectuera en 2016, une réflexion sera menée sur l'amélioration des modules dispensés. Un volet consacré aux violences sexuelles sera intégré dans les nouveaux modules de formation.

Action	Pilote(s)	Délai
Poursuite formations RPS	DRH/ service formation	2015
Réflexion sur l'amélioration des modules de formation intégrant les violences sexuelles	DRH/ service formation/ référent RPS ISP	Fin 2015

3. LA PREVENTION DES INAPTITUDES PROFESSIONNELLES

3.1 Protocole sur la gestion et la prévention de l'inaptitude

La structuration de la prise en compte des situations d'inaptitude et leur prévention doit se poursuivre. Ainsi, les réunions d'échange avec les représentants du personnel engagées depuis 2013 doivent se poursuivre en 2015 afin d'aboutir à la finalisation du protocole sur la gestion et la prévention de l'inaptitude et engager les actions qui en découlent.

Action	Pilote(s)	Participants	Délai
Finalisation du protocole	DRH ISP	Représentants du personnel, DRH, ISP, AA NP, CSP RAA médecin coordinateur	1 ^{ER} semestre 2015
Déploiement du plan d'actions associé	DRH ISP, DIR		Report 2015

Les actions de prévention du protocole ont vocation à s'intégrer dans les programmes de prévention des risques professionnels national et locaux définis et suivis en relation avec les CHSCT central et locaux.

3.2 Démarche IOTSA (impact de l'organisation du travail sur la santé des agents)

Depuis 2009, l'appropriation de la mise en œuvre des dispositifs d'alternance des affectations et de diversification des tâches reste très inégale suivant les directions interrégionales.

Un suivi des affectations a minima annuel devra être établi et présenté auprès de chaque CHSCT Spéciaux. Pour ce faire, une harmonisation des bilans 75/25 sera réalisée par les directions centrales.

Une consolidation annuelle sera présentée au CHSCT Central.

Chaque inter région devra poursuivre, ou mettre en place si cela n'a pas été instauré, des groupes de réflexion locaux permettant une déclinaison de la note IOTSA. Ces groupes de travail pourront échanger sur la base d'un bilan des bonnes pratiques. Le plan d'actions découlant de ce groupe de réflexion sera présenté en CHSCTS et suivi.

Par ailleurs, les assistants opérationnels seront dans le cadre du déploiement du projet d'harmonisation fonctionnelle des directions interrégionales tout au long de l'année 2015 sensibilisés à la problématique de l'alternance des affectations et de la diversification des tâches.

Action	Pilote(s)	Participants	Délai
Mise en place et/ou poursuite des groupes de réflexions CHSCT S sur le déploiement de la démarche IOTSA	Directeurs inter régionaux	Membres CHSCT S , AA, CSP, AST, médecin(s) de prévention	2015
Réunion CHSCT C : propositions de mise en œuvre	Membres CHSCTC	DRH, ISP, médecin coordinateur	Fin premier semestre 2015

3.3 Prévention des Pathologies Mécaniques (PPM)

Dans le cadre de la prévention de l'inaptitude physique, l'institut a mis en place une démarche visant à promouvoir la formation des agents à la prévention des pathologies mécaniques et à valoriser la pratique des échauffements et étirements dans le cadre de l'activité professionnelle.

En matière de formation « PPM », l'institut a identifié les axes de travail suivants :

- Redynamiser la formation PPM
L'enjeu est de pouvoir faire évoluer le contenu pédagogique sur la base des observations des stagiaires et une expertise extérieure en lien avec les formateurs PPM.
 - Harmoniser les supports de formation et créer des supports pédagogiques pour les stagiaires afin de leur permettre de reproduire les gestes après le stage.
 - Développer le contingent de formateurs
- A ce titre une session de formation sera ouverte en 2015.

Concernant la mise en pratique d'échauffements et d'étirements sur chantiers, l'institut mène une expérimentation au sein de deux interrégions volontaires (GEN et MED) avec l'accompagnement d'un organisme extérieur.

Les objectifs de cette expérimentation sont centrés sur :

- la mise en pratique d'échauffements/ étirements sur le chantier avant la prise de poste
- la mise en place de relais internes pour la réalisation des échauffements
- Favoriser la mise en pratique des enseignements vus en formation PPM

Pour cette démarche, l'institut est accompagné par le groupe associatif « Siel Bleu Au Travail ».

Le projet a été lancé fin septembre 2014 et se poursuivra en 2015.

Un retour d'expérience et une restitution de la démarche globale seront présentés en CHSCT Central.

Calendrier de réalisation :

Action	Pilote(s)	Participants	Délai
Révision du contenu pédagogique	DRH service formation ISP	Responsable formation, ISP, formateurs internes, Chef de projet SIEL BLEU AU TRAVAIL	Octobre 2014/ janvier 2015
Formation des formateurs internes / - 1 session formateurs internes - 1 session nouveaux formateurs	DRH service formation ISP	Agents volontaires Chef de projet SIEL BLEU AU TRAVAIL	- décembre 2014 - 2015
Expérimentation échauffements	DRH service formation ISP + CSP GEN et MED	Agents volontaires Animateurs SIEL BLEU AU TRAVAIL	GEN : réalisé fin 2014 MED : à programmer en 2015
Formation relais internes (1 session/ inter région)	DRH service formation ISP	Agents volontaires SIEL BLEU AU TRAVAIL	2015
Accompagnement des relais internes (un suivi/semaine durant 10 séances de 20 minutes)	DRH service formation ISP	Agents volontaires Animateur SIEL BLEU AU TRAVAIL	2015

4. L'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS ET LEUR TRACABILITE**4.1 Déclinaison du DUERP au niveau inter régional**

Suite à la première révision du DUERP validée par le CHSCTC en novembre 2013, un plan d'action national avait été établi et validé par le CHSCTC en juillet 2014.

Ce plan d'action, diffusé avec le présent programme annuel national, devra être décliné par les interrégions en 2015.

Lors de la campagne d'inspection réalisée en 2012/2013, les inspecteurs ont mis en évidence la nécessité de décliner l'évaluation des risques en local au plus près de l'activité opérationnelle.

Chaque inter région devra donc organiser des groupes de travail avec les CHSCT Spéciaux à partir de 2015 et à échéance fin 2016 afin de décliner le DUERP sur la base du format établi en national.

Cette évaluation permettra aux Directions inter régionales d'affiner leurs programmes d'actions locaux.

4.2 La traçabilité des risques professionnels

En juillet 2014, le ministère de la culture et de la communication a sollicité l'ensemble de ses établissements publics afin de recenser les facteurs de pénibilité par métier .

Dans ce but, l'Inrap a organisé une réunion de concertation en juin 2014 et une présentation de ces travaux a été réalisée en CHSCT Central en juillet. Une synthèse des travaux a été transmise au ministère de la culture et de la communication. Ces données ont vocation à être intégrées dans le processus de négociation DGAFP avec les partenaires sociaux afin d'établir un accord pénibilité pour les établissements publics.

Des valeurs de seuils d'exposition ont été fixés officiellement par décret en octobre 2014 et définis à l'article D.4161-2 du code du travail.

Dans ce cadre, l'exposition devra être appréciée :

- de manière annuelle
- de manière collective au regard des conditions habituelles de travail
- après application des mesures de protection collective et individuelle (Art. D. 4161-3 code du travail).

L'institut doit désormais déterminer le niveau d'exposition de ses agents sur la base de ces critères réglementaires.

Pour ce faire, il devra s'appuyer sur les compétences du réseau des préventeurs mais aussi des services de santé au travail.

5. LES ACTIONS DE PREVENTION DES RISQUES LIES AU TRAVAIL SUR SITE POLLUE

Un guide méthodologique portant sur les interventions en site pollué a été finalisé puis validé par le CHSCT Central le 27 novembre 2014.

Ce guide sera diffusé en 2015.

Afin d'accompagner les agents dans l'appréhension et la mise en œuvre de ce guide, une formation sera proposée en 2015.

Action	Pilote(s)	Participants	Délai
Diffusion du guide méthodologique auprès de la filière scientifique et technique, des préventeurs et des CHSCT Spéciaux	ISP CSP GES		1 ^{er} semestre 2015
Formation « intervention sur sites pollués »	ISP CSP GES Service formation	AST/AT/GMC/gestionnaires de convention, de collection CSP/AP	2 ^e semestre 2015

L'instruction DG 77 relative aux sites et sols pollués a également fait l'objet d'une révision en lien avec la constitution du guide méthodologique. Cette révision sera diffusée et mise en œuvre en 2015.

6. LA PREVENTION DU RISQUE ROUTIER

Un groupe de travail sera constitué en 2015 afin de définir les actions de prévention à mettre en place au sein de l'établissement.

Afin de prévenir la sinistralité et les risques générés en cas de conditions climatiques difficiles, des formations « conduite éco-responsables » seront proposées en 2015.

Action	Pilote(s)	Participants	Délai
Groupe de travail risque routier	ISP	Membres CHSCT C, ISP, préventeurs, DAF, médecin coordinateur	2 ^{ième} SEMESTRE 2015

Formations « conduite éco-responsable »	DRH/ Service formation, ISP		2015
---	-----------------------------	--	------

7. LA PREVENTION DES ADDICTIONS

Le partenariat avec l'ANPAA (Association nationale de prévention de l'alcoolisme et des addictions) mis en place fin 2013 se poursuivra en 2015.

Cette démarche est pilotée conjointement par le chef du service des affaires sociales et l'Ingénieure Sécurité et Prévention (ISP).

Le comité de pilotage a été mis en place au sein de l'inter région pilote, Nord Picardie, en 2014. ce dernier sera maintenu et poursuivra ses travaux en 2015.

Pour mémoire, ce comité est composé des membres de l'administration locale (adjoint-administrateur, CSP), du médecin de prévention, de membres du CHSCT Spécial et Central et également de l'ISP et du chef du service des Affaires Sociales.

Action	Pilote(s)	Délai
Réunions COPIL	ANPAA, COPIL	Reprise en mars 2015
Constitution d'un groupe relais local	ANPAA, COPIL	2015
Formation groupe relais	ANPAA, AA, CSP, ISP, chef SDAS	2015

8. FONCTIONNEMENT DES CHSCT

La circulaire CC/442/CGR du ministère de la culture et de la communication du 26 février 2013, relative aux moyens alloués au secrétaire et aux représentants du personnel des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, reste en vigueur jusqu'à la mise en œuvre concertée de l'arrêté du 27 octobre 2014 pris en application de l'article 75-1 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

Les membres des CHSCT bénéficieront d'une formation initiale de 5 jours. En complément de cette formation initiale, une offre de trois formations thématiques à destination des membres de CHSCT a été proposée en 2014 et se poursuivra en 2015. Elles sont respectivement consacrées :

- à la prévention des risques psychosociaux,
- aux technologies de l'information et de la communication et à leur impact sur les conditions de travail,
- à la prévention des risques liés à la co-activité.

9. LES ACTIONS DE FORMATION RELEVANT DU DOMAINE SANTE SECURITE.

Le budget 2015 consacré aux formations santé et sécurité au travail est de 277 162 €. 184 sessions de stages visant à accueillir près de 350 stagiaires sont prévues confirmant l'action de formation hygiène, santé et sécurité comme prioritaire au sein de l'institut. La poursuite de la mise en œuvre du plan de formation sur le triennal 2014/2016 assurera la continuité de cette ambition.

PROGRAMME ANNUEL DE PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS 2015

Intitulé de la formation	Durée (j)	Nombre de stagiaires par session	Nbre de sessions prévues en 2015
Prévention et sécurité d'une opération archéologique Module 1 cycle RO	3	15	11
Brevet de sauveteur secouriste du travail Module 2 Cylce RO	2	10	15
Appréhender les risques psychosociaux Module 3 cycle RO	3	12	2
Travaux à proximité des réseaux Module 4 cycle RO	2	12	21
Prévention et sécurité d'une opération archéologique - Perfectionnement RO	1,5	12	8
Recyclage de brevet SST	1	10	20
Habilitation électrique	2	8	2
Rôles et responsabilités en SST	1	12	2
Prévention des risques "engins de guerre"	0,5	10	19
Plan de prévention	2,0	12	1
Prévention en archéologie du bâti	2,0	12	1
Certificat d'aptitude à la conduite d'engins en sécurité - CACES	5	6	5
Remise à niveau de l'aptitude à la conduite d'engins en sécurité - CACES	3	6	5
Recyclage CACES R386 (Nacelle)	3	6	1
Incendie - manipulation d'extincteurs et reconnaissance des feux	0,5	7	15
Evacuation incendie	0,25	15	2
Moniteur évacuation	4	10	1
Prévention des pathologies mécaniques	2	12	8
Formateurs PPM	2	12	1
Nouveaux formateurs PPM	2	8	1
Ergonomie sur poste de travail	1	12	2
DT/DICT (formation en ligne)	1	1	20
Membres des CHSCT	5	15	3
Président des CHSCT	2	12	1
Assistant de prévention initial	5	1	4
Formation continue des assistants de prévention	2	12	1
Sensibilisation aux risques liés à la pollution	2	12	1
Conduite des 4X4	2	5	0
Risque addiction - Module encadrement	2	15	1
Relais addictions	4	15	1
Manipulation de tronçonneuse	1	10	1
Utilisation d'une meuleuse	1,0	1	1
Hygiène et sécurité terrestre			177
PSE 1	5	1	1
Recyclage PSE1	1	10	1
Brevet de plongée Classe 1B	5	1	1
Brevet de plongée Classe 2B	5	1	1
Utilisation de la VHF	1	1	0
Stage cours de remontée assistée	1	10	0
Permis côtier	1	2	1
Permis rivière	1	3	1
Permis E (conduite de véhicules de moins de 3,5T avec attelage)	1	1	1
Hygiène et sécurité subaquatique			7
Volet Hygiène et sécurité			184